

En Biélorussie, l'opposition n'est pas sur la même longueur d'onde

PAR VOLODYMYR ISHCHENKO
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 26 AOÛT 2020



Manifestation le 25 août 2020. © Evgeny Odionokov /Sputnik/AFP

Les grèves menées contre Alexandre Loukachenko montrent qu'il ne s'agit pas seulement d'une « révolution de hipsters ». Alors que des citoyens se joignent au mouvement pour différentes raisons, il existe cependant des forces néolibérales bien placées pour exercer leur contrôle, estime Volodymyr Ishchenko, sociologue basé en Ukraine. Un article de notre partenaire *Jacobin*.

Nous ne saurons probablement jamais comment les Biélorusses ont voté le 9 août. Personne ne doute que les résultats des élections ont été falsifiés, mais il n'a pas été prouvé non plus qu'Alexandre Loukachenko les avait effectivement perdues. Les tentatives d'extrapolation des votes sur la base d'échantillons non aléatoires dans les circonscriptions ont donné des estimations comprises entre environ 30 % et 60 % en faveur de Svetlana Tsikhanovskaïa. Donc, les résultats disponibles, y compris officiels, ne nous permettent pas de déterminer qui a gagné.

Cependant, Loukachenko n'acceptera aucun recomptage ni nouveau scrutin, car cela entraînerait des défections au sein de son régime. En effet, s'il acceptait ce genre de chose, cela signifierait qu'il concède sa propre défaite, comme l'a fait Viktor Ianoukovitch à la suite de la révolution orange en Ukraine, en 2004.

Jusqu'à présent, la position de Loukachenko est catégorique – il ne laisse entrevoir qu'une lointaine possibilité pour de nouvelles élections, après des

modifications de la Constitution, ce qui affaiblirait les pouvoirs du prochain président. Cela lui donnerait du temps et lui permettrait d'obtenir des garanties. Cependant, les manifestants sont unis autour de la demande de démission immédiate de Loukachenko. La radicalisation violente a pris fin la semaine dernière – même si l'intransigeance augmente les chances d'un nouveau cycle.

Manifestations non violentes

Comme je l'avais prédit, la violence décentralisée et vaguement coordonnée commise par les jeunes la nuit suivant l'échec des élections ne s'est pas transformée en quoi que ce soit de comparable au soulèvement armé en Ukraine en 2014. Pour cela, il faut non seulement des personnes indignées, mais aussi des organisations plus fortes, sachant manier la violence et les stratégies violentes.

En Biélorussie, l'utilisation de cocktails Molotov ou de tout autre outil de violence a été très rare, les tentatives d'ériger des barricades également, aucune formation paramilitaire n'a émergé. La police anti-émeute était bien préparée et là où elle était en infériorité numérique, il semble que certaines unités de l'armée aient été déployées également.



Manifestation le 25 août 2020 devant le ministère de l'éducation. Sur la banderole : «Les enseignants doivent enseigner, pas faire de faux papiers.» © Evgeny Odionokov /Sputnik/AFP

Le nombre signalé de policiers blessés est bien inférieur à celui de Maïdan en Ukraine – et le nombre de manifestants détenus en Biélorussie est bien plus élevé. Les manifestants n'ont pu occuper et ériger des barricades dans aucun espace spécifique ni établir ne serait-ce qu'une petite « zone autonome » perturbant l'ordre étatique qui aurait pu servir de point de rassemblement pour les mobilisations.

Les affrontements semblaient déjà en baisse la troisième nuit. Puis, au milieu de la semaine, les protestations ont évolué vers un répertoire non violent, avec des femmes en vêtements blancs s'enchaînant avec des fleurs et appelant à cesser la violence. Les marches et les rassemblements ne perturbaient pas grand-chose, même pas le trafic routier lorsqu'il y avait de grandes foules, et ont donc été peu réprimés. Les rassemblements non violents ont culminé le dimanche 16 août, le plus important de la Biélorussie post-soviétique.

Des entretiens avec les participants montrent que les principales motivations pour aller manifester sont les élections volées, la violence policière, les arrestations massives et la torture. Il semble que la violence excessive de la police la première nuit se soit retournée contre elle – comme cela s'est également produit avec de nombreuses autres manifestations – et ait alimenté la mobilisation des opposants à Loukachenko.

Cependant, il ne semble pas que les manifestants aient réussi à combler le fossé et à attirer de leur côté un nombre important de partisans de Loukachenko ou de citoyens hésitants.

Grèves perturbatrices ?

Les arrêts de travail dans d'importantes usines biélorusses ont constitué un développement majeur. C'est vraiment sans précédent dans le contexte des manifestations et des révolutions antigouvernementales post-soviétiques, dans lesquelles les grèves des travailleurs atomisés de la région n'ont joué aucun rôle significatif.

Dans le cas de l'important secteur public de Biélorussie, les grèves prolongées des principales entreprises publiques pourraient être un coup dur pour le gouvernement. C'est déjà devenu une innovation dans le répertoire de la contestation politique dans cette région. Contrairement à la violence, c'est un problème auquel le gouvernement n'était pas prêt à faire face – et cela a probablement contribué à la désescalade de la semaine dernière.

Cependant, l'ampleur des grèves est encore loin d'une « grève générale ». Franchement, la plupart de ces activités ne sont même pas qualifiées de grèves au

sens strict. Il s'agissait principalement de pétitions, de réunions avec la direction et de rassemblements dans les cours à l'extérieur des lieux de travail et à leurs entrées.

Parfois, de grands groupes de travailleurs se sont joints aux rassemblements de l'opposition de manière organisée. Il est difficile de savoir, tant les comptes-rendus sont contradictoires, si la production s'est effectivement arrêtée, même partiellement, et si c'est le cas, cela n'a concerné que quelques usines.

Il est possible que les grèves prennent de l'ampleur. Cependant, on ne sait pas encore à quel point elles seront durables et véritablement perturbatrices si elles sont coordonnées seulement par des comités de grève qui ont émergé spontanément et par une opposition formée par l'élite et une classe moyenne relativement inexpérimentées, assez éloignée de la vie des travailleurs.

Comme prévu, les syndicats officiels sont pro-gouvernementaux et ont même mobilisé des gens pour des rassemblements en faveur de Loukachenko. En principe, il existe de nombreuses façons de diviser les travailleurs et de briser les grèves. L'argent récolté auprès des hommes d'affaires et de la diaspora, si l'on en croit les chaînes Telegram de l'opposition et le comité de solidarité, est loin de pouvoir soutenir des milliers de travailleurs pendant une grève suffisamment longue – et ne peut que la discréditer s'il y a des soupçons de corruption.

Un autre sujet de préoccupation est l'absence de revendications socio-économiques dans la plupart des pétitions de grève, dont la plupart se concentrent exclusivement sur les revendications politiques générales de l'opposition.

Dans ce cas, de nombreux travailleurs qui n'ont pas voté pour Tsikhanovskaïa n'auraient probablement pas honte de ne pas se joindre aux grèves. Les travailleurs entrent en politique non pas en tant que classe consciente de ses intérêts distincts, mais en tant que citoyens anti-Loukachenko qui se trouvent juste à des positions stratégiques de la production économique.

Cela soulève encore la question de savoir pourquoi même des troubles syndicaux aussi limités n'ont pas eu lieu dans d'autres révolutions post-soviétiques, en particulier pendant le Maïdan en Ukraine. Là, l'opposition avait appelé à des grèves dès le premier jour ; cependant, ce qui s'est réellement matérialisé pendant les trois mois de la campagne, ce sont des rassemblements non perturbateurs organisés par les autorités locales pro-opposition dans les régions occidentales ou par certaines administrations universitaires.

Une explication pourrait être que, contrairement à d'autres dirigeants post-soviétiques, Loukachenko a préservé davantage l'industrie soviétique et ses caractéristiques spécifiques. Concentrés dans des villes mono-industrielles ou des quartiers industriels, les travailleurs font part sur leurs lieux de travail de leurs problèmes, comme la violence policière, et découvrent spontanément le pouvoir qui permet d'obliger la direction à entamer un dialogue avec eux.

Nous devons également nous souvenir des grèves importantes et perturbatrices des travailleurs soviétiques à la fin des années 1980, à l'époque de la Perestroïka, qui n'ont pas pu se répéter immédiatement après, à la suite de l'effondrement industriel.

Une partie de l'explication peut aussi se trouver dans le début décentralisé et sans chef des manifestations biélorusses. En Ukraine, les dirigeants des partis d'opposition – des millionnaires représentant des milliardaires –, ainsi que les militants des ONG pro-occidentales de la classe moyenne, n'étaient pas exactement ceux dont on peut s'attendre qu'ils inspirent les grèves ouvrières, en particulier parce que ce qui restait des grandes industries soviétiques était concentré dans le Sud-Est, en grande partie pro-russe.

Dernier point mais non des moindres – et cela peut expliquer pourquoi même les travailleurs ukrainiens occidentaux n'ont pas rejoint les manifestations de manière organisée –, l'opposition ukrainienne, semble-t-il, a misé assez tôt sur la pression croissante exercée sur Ianoukovitch par l'Occident et sur une prise de pouvoir violente qui ne peut pas être une option pour l'opposition biélorusse.

Leadership informel

Initialement décentralisé, le mouvement de protestation est en train de développer des structures. Différentes initiatives médiatiques, médicales ou de solidarité voient le jour, tout comme des comités de grève. Pourtant, si quelqu'un peut prétendre à la direction en ce moment, c'est toujours Tsikhanovskaïa, avec son équipe électorale.

Cela soulève la question de savoir dans quelle mesure ils sont adéquats pour les manifestations qui sont en train d'évoluer et qui va réellement prendre le pouvoir après Loukachenko, quels sont leurs intérêts et leurs idées. Les aspirations des manifestants de base ne permettent pas de prédire les conséquences des manifestations. Ce qui est beaucoup plus important, c'est de savoir qui sera en mesure de se présenter pour le pouvoir lors d'éventuelles nouvelles élections et qui pourra faire pression pour de « vrais changements » après le changement de pouvoir.

Dans ce contexte, il est inquiétant que le « Conseil de coordination pour le transfert du pouvoir » de Tsikhanovskaïa soit formé principalement de l'intelligentsia nationale-démocratique, d'hommes d'affaires et de militants de petits partis d'opposition et d'ONG avec des programmes férocement néolibéraux et nationalistes, ressemblant à un copier-coller du développement post-2014 de l'Ukraine.

À présent, l'opposition tente de prendre ses distances avec le programme des « réformes pour la réanimation pour la Biélorussie » soutenu par certaines ONG et partis au sein du Conseil. Chaque révolution porte une demande en faveur d'un changement véritablement « révolutionnaire ». La question de savoir qui aura suffisamment d'autorité et de ressources pour combler ce vide, et avec quelles idées, est importante.

Scissions au sein de l'État

Malgré des défections parmi les seconds couteaux chez les policiers, les journalistes des médias pro-gouvernementaux et quelques fonctionnaires, il n'y a aucun signe de défection de haut niveau parmi l'élite, la police ou l'armée.

Dans les révolutions, nous avons souvent des preuves des fissures qui se produisent dans les coulisses seulement des semaines, voire des mois plus tard, grâce à des enquêtes de journalistes. Cependant, le style moins conflictuel et « axé sur le dialogue » de certaines autorités et gestionnaires locaux peut refléter non pas un changement de loyauté de leur part, mais une stratégie générale de désescalade – un discours qui fait gagner du temps à Loukachenko.

Il convient également de noter que des rassemblements assez importants sont en cours de mobilisation pour soutenir Loukachenko dans tout le pays. Les participants aux rassemblements pro-Loukachenko semblent plus pauvres et plus âgés, en moyenne, que les participants aux rassemblements de l'opposition.

Même selon les journalistes de l'opposition, le rassemblement pro-gouvernemental de Minsk a rassemblé une trentaine de milliers de personnes. Il était plus petit que le rassemblement de l'opposition le même jour, et le transport vers Minsk ou d'autres villes était organisé par des structures pro-gouvernementales. Cependant, les participants semblaient sincères et enthousiastes dans leur soutien à Loukachenko et ont exprimé des craintes rationnelles de perte d'emplois, de puissance industrielle et de stabilité, ainsi que de violences.

Cela contraste fortement avec les rassemblements pro-Ianoukovitch en Ukraine, qui ne semblaient que renforcer l'illusion des manifestants de Maïdan que chaque citoyen conscient soutenait Maïdan et que ceux qui ne le soutenait pas étaient des marginaux et/ou des traîtres. Loukachenko exploite intensivement la rhétorique patriotique de « la patrie en danger », tandis que l'opposition doit encore trouver un moyen de parler de l'identité biélorusse et de ne pas répéter les idées et la rhétorique nationales-démocratiques impopulaires.

Spectres de Russie

Les deux prévisions opposées, soit d'une invasion russe de la Biélorussie pour sauver Loukachenko, soit d'une Russie acceptant n'importe quel résultat

de la crise en Biélorussie [...] sont basées sur deux comparaisons trompeuses avec l'Ukraine et l'Arménie.

La Russie s'est en fait abstenue de toute invasion à grande échelle du sud-est de l'Ukraine. Les coûts de l'annexion de la Crimée – une péninsule avec une population de sympathisants, craignant le récent changement violent de pouvoir dans la capitale – sont incomparablement moindres que ceux qui découleraient de l'occupation de la Biélorussie – un pays beaucoup plus grand, avec des rassemblements importants en cours de l'opposition.

D'un autre côté, l'Arménie est un petit pays coincé entre deux États plus puissants et hostiles (l'Azerbaïdjan et la Turquie) qui bloquent la plupart de ses frontières. Ce qui a déterminé la tolérance de Vladimir Poutine envers la révolution arménienne il y a deux ans était bien plus que son économie dépendante de la Russie. Les conséquences de la rupture des liens économiques avec la Russie n'ont pas empêché l'effondrement de l'URSS et n'ont pas empêché la pression en faveur de l'association de l'Ukraine à l'UE.

D'un autre côté, la faiblesse de toute scission nationale-identitaire en Biélorussie, contrairement à l'Ukraine, rend plus difficile de légitimer le soutien à la répression. Si, en Ukraine, Poutine pouvait revendiquer la légitimité de « sauver » « sa » « population russophone » des étrangers « banderites » [d'après Stepan Bandera, le nationaliste ukrainien qui fut l'allié des nazis – ndlr] des régions occidentales, en Biélorussie, tout le peuple est « nôtre », pas seulement une partie de celui-ci.

Il n'est pas non plus « légitime » aux yeux de la population russe de soutenir le gouvernement qui bat « notre » peuple. Cela signifie que le soutien russe est susceptible d'être limité et secret.

Dans le cas où Loukachenko finirait par perdre le contrôle, la Russie s'imposerait probablement en tant que médiatrice pour garantir ses intérêts dans un compromis négocié. Un changement de pouvoir en Biélorussie devrait être en fait « dirigé » par la

Russie, pour ne pas être perçu comme une perte pour Poutine. À cette fin, tout candidat sérieux pour remplacer Loukachenko devrait faire plus en faveur de la Russie que de simplement cacher ses préférences géopolitiques, comme le fait actuellement l'opposition.

Minsk Maïdan ?

Un dernier point, concernant les références à l'Ukraine dans les discussions en cours sur la Biélorussie. Premièrement, les affirmations telles que « *Ceci est Maïdan* » et « *Cela n'a rien à voir avec Maïdan* » émises par le gouvernement ou par les partisans de l'opposition sont de même nature que les affirmations assez typiques de légitimation/dé légitimation telles que « *Ceci est un pogrom, pas une révolution* », « *Nous sommes des partisans, pas des terroristes* », « *Nous ne sommes pas des fascistes, juste des patriotes* ». Si notre objectif est d'éviter de tels jeux pour comprendre et éclairer ce qui se passe en Biélorussie, une comparaison minutieuse est nécessaire, plutôt qu'un simple étiquetage.

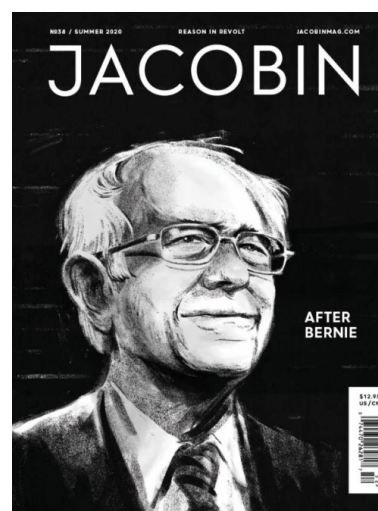
Une comparaison avec l'Ukraine peut non seulement aider à comprendre la Biélorussie, mais aussi l'inverse. Maintenant, nous pouvons mieux voir à quoi ressemble une manifestation vraiment « *spontanée* », « *nationale* », « *sans chef* », et voir à quel point elle est très différente de la Maïdan ukrainienne. L'impression négative laissée par le soulèvement ukrainien prétendument réussi de 2014 conduit au déni de toute similitude.

De plus, la tendance à se référer à l'Ukraine uniquement à travers le prisme des nationalistes radicaux, des divisions régionales et de la rivalité géopolitique – et donc la conclusion que « *rien de tel ne se passe en Biélorussie* » – donne l'impression que ceux qui soulignent les différences entre les deux situations en viennent à apprécier les reportages extrêmement négatifs sur Maïdan, typiques de Russia Today.

Il y avait beaucoup d'autres graves problèmes avec Maïdan – le flou de ses revendications, l'incapacité de construire des institutions, la polarisation des classes subalternes et l'exclusivité de son nationalisme – qui sont très pertinents pour la Biélorussie. Il semble que l'enthousiasme suscité par la Biélorussie car « *des travailleurs sont impliqués* » soit de même nature que le scepticisme cynique à l'égard de l'Ukraine parce qu'« *il y avait des fascistes là-bas* ».

Volodymyr Ishchenko est un sociologue basé en Ukraine. Cliquer ici pour lire l'article en version originale. Traduction : François Bougon.

Boite noire



À la fois site internet et revue (*ci-contre, le dernier numéro*), **Jacobin** est un des médias les plus influents, et les plus innovants, de la gauche américaine en pleine ébullition depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Sa « *raison d'être* » ? « *Offrir des perspectives socialistes – au sens américain du terme – sur la politique, l'économie et la culture.* »

Mediapart et **Jacobin** ont choisi de s'associer pour proposer régulièrement à leurs lecteurs des contenus qui aident à analyser les mouvements sociaux, l'état des gauches de part et d'autre de l'Atlantique, et à échanger des idées. **Jacobin** sur Mediapart, c'est aussi **un blog** avec des republications d'articles en anglais.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.